

COMMUNE DE GIVORS

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 DÉCEMBRE 2024

Convocation : 29/11/2024

Affichage liste délibérations : 06/12/2024

Conseillers en exercice : 35 **PRÉSIDENT :** Monsieur BOUDJELLABA

Présents : 31 **SECRÉTAIRE :** Madame FERNANDES

L'an deux mille vingt quatre, le cinq décembre à 19 heures, en salle du conseil municipal.

ÉTAIENT PRÉSENTS

Monsieur Mohamed BOUDJELLABA ; Madame Laurence FRETY ; Monsieur Foued RAHMOUNI ; Madame Dalila ALLALI ; Monsieur Cyril MATHEY ; Madame Nabih LAOUADI ; Monsieur Loïc MEZIK ; Madame Françoise BATUT ; Monsieur Azdine MERMOURI ; Madame Sabine RUTON ; Madame Martine SYLVESTRE ; Monsieur Alipio VITORIO ; Monsieur Benjamin ALLIGANT ; Monsieur Gregory D'ANGELO ; Madame Solange FORNENGO ; Monsieur Tarik KHEDDACHE ; Madame Delphine PAILLOT ; Monsieur Fabrice RIVA ; Monsieur Jean-Yves CABALLERO ; Monsieur Ali SEMARI ; Madame Isabelle FERNANDES ; Monsieur Robert JOUVE ; Madame Zafer DEMIRAL ; Monsieur Gaël BON ; Madame Florence MERIDJI ; Monsieur Thomas KUNESCH ; Madame Josiane BONNET ; Monsieur Hocine HAOUES ; Madame Sonia BRAHMI ; Monsieur Abdel YOUSFI ; Madame Yamina KAHOUL

ABSENTS REPRÉSENTÉS

Monsieur Jean-Pierre GUENON a donné procuration à Madame Dalila ALLALI

Madame Nathalie BODARD a donné procuration à Monsieur Fabrice RIVA

Madame Dounia MEFTAH a donné procuration à Madame Zafer DEMIRAL

ABSENT

Madame Edwige MOIOLI

DEL20241205_13

CONVENTION ENCADRANT LES MODALITÉS DE RÉDACTION D'UNE CHARTE DE QUALITÉ DU CADRE DE VIE AVEC LE CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT RHÔNE MÉTROPOLE (CAUE RM)

RAPPORTEUR : Solange FORNENGO

La délégation permanente de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (C.R.P.A.) a émis le 14 décembre 2023 un avis favorable à l'inscription au titre des monuments

historiques de l'église St Nicolas. Cet avis constitue une étape décisive dans l'avancement de cette procédure en cours depuis plusieurs années.

En 2024, en prévision du classement de cette église, la Commune de Givors a alors sollicité l'accompagnement du CAUE RM pour l'élaboration d'une "Charte de qualité du cadre de vie". Élaborée en lien étroit avec les élus et techniciens de la Commune, cette Charte sera pensée comme un outil de dialogue destiné à aider tous les acteurs — professionnels ou particuliers — dans la conduite de leurs projets, depuis la conception jusqu'à l'instruction de l'autorisation d'urbanisme.

Cette Charte qui portera sur le centre-ville et le reste du territoire pourra servir de vade-mecum, de mode d'emploi simple et pratique, à usage des habitants sur les travaux courants à mettre en œuvre de manière vertueuse : façades, menuiseries, volets, couvertures, etc.

Ce document de communication auprès du public permettra notamment d'anticiper les prescriptions que pourraient donner l'Architecte des Bâtiments de France au moment de l'instruction des demandes d'urbanisme sur les travaux situés dans les périmètres de protection des futurs monuments historiques (la cheminée de l'ancienne verrerie, l'église St Nicolas et les futurs monuments classés).

Une fois sa rédaction achevée fin 2025, cette Charte sera disponible en ligne sur le site de la Commune et sur le site du CAUE Rhône Métropole. Elle couvrira l'ensemble du territoire de Givors et favorisera, autant que possible, l'émergence d'opération exemplaire sur le plan architectural, paysager, urbain et environnemental.

Il convient donc d'approuver la convention encadrant les modalités de rédaction de cette Charte, pour une durée de 10 mois (hors mois d'août) à compter de la fin du 1^{er} trimestre 2025. Cette prestation est portée financièrement par la Commune à hauteur de 10 500 €, soit 50 %, sachant que le coût global de la mission calculée sur la base des montants engagés par le CAUE RM est de 21 000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS AVEC :

34 VOIX POUR

DÉCIDE

- D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe avec le CAUE RM relative à la rédaction en 2025 d'une Charte de qualité du cadre de vie, et prévoyant le versement par la Commune de Givors d'une contribution financière de 10 500 € ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tous documents afférents ;
- DE DIRE que les dépenses seront inscrites au budget de la Commune.

Envoyé en préfecture le 06/12/2024

Reçu en préfecture le 06/12/2024

Publié le



ID : 069-216900910-20241205-DEL20241205_13-DE

Le maire,

La secrétaire de séance,

Mohamed BOUDJELLABA

Isabelle FERNANDES

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Convention de mission territorialisée

Charte de qualité du cadre de vie

Directeur CAUE RM
Sébastien Sperto
 Chargé de coordination
 de la mission
Grégory Cluzel
 Chargé d'études
Romain Marchetti
 Architecte conseillère du
 secteur Sud Métropole
Carole Petit

Maître d'ouvrage
Commune de Givors



Entre la **commune de Givors** ci-après désignée « la commune » représentée par son maire, **Monsieur Mohamed Boudjellaba**, agissant en cette qualité **d'une part**,

et le **CAUE Rhône Métropole**, ci-après désigné le CAUE RM représenté par son président, **Monsieur Frédéric Pronchéry** agissant en cette qualité **d'autre part**,

il a été décidé ce qui suit :

Préambule

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »
 Article L110 du Code de l'urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise notamment à atteindre les objectifs suivants (cf. Article L101-2 du code de l'urbanisme), la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables, la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville, la protection des milieux naturels et des paysages, la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement...

« *L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public.* »
 Article 1, loi sur l'architecture du 3 janvier 1977

« *Le maître d'ouvrage est la personne morale [...] pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre. Il lui appartient [...] d'en déterminer la localisation, d'en définir le programme, d'en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle, d'en assurer le financement.* »
 Article 2, loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985

Art I – Demande de la commune

Considérant que,

- ▶ le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, association à but non lucratif créée par la loi sur l'architecture de 1977, mis en place par le Conseil général du Rhône en 1980, est un organisme de mission de service public à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement (Article 7, loi sur l'architecture du 3 janvier 1977)
- ▶ les actions de conseil du CAUE RM revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et, qu'à ce titre, le CAUE RM ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ;
- ▶ le programme d'activité du CAUE RM, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place de conventions de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage ;
- ▶ le CAUE RM a pour mission de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement dans le département du Rhône et la Métropole de Lyon,

la commune de **Givors**, soucieuse des mêmes valeurs pour la préservation des qualités de son territoire, fait appel au CAUE RM pour l'accompagner dans une meilleure maîtrise des projets architecturaux, urbains et paysagers sur son territoire dans le cadre d'une **mission territorialisée de Charte pour la qualité du cadre de vie**.

Art II – Objet de la convention

La mission confiée au CAUE RM répond à un besoin d'expertise de la commune en termes de qualité du cadre de vie, de préservation ou de valorisation des caractéristiques du paysage urbain qui composent son territoire.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de cette collaboration.

Elle vaudra engagement pour les deux parties à compter de la date de sa signature par la commune et de son renvoi effectif au CAUE RM.

Après cette date, il sera procédé à toute modification (restriction, extension de mission) par avenant dûment signé.

Art III – Objet de la mission

La présente convention porte sur l'**élaboration d'une Charte pour la qualité du cadre de vie**.

La mission consiste à élaborer **un document pédagogique de compréhension des spécificités architecturales, urbaines et paysagères du territoire communal assorti de recommandations pré-opérationnelles quant à sa transformation et ses évolutions au regard de la qualité patrimoniale des ouvrages et des sites**.

Elle relève en cela des missions d'intérêt général et reconnues d'intérêt public, de « Sensibilisation » et de « Conseil » conférées aux CAUE par la Loi sur l'Architecture.

Art IV – Objectifs et contenu de la Charte

IV.1 - Objectifs

La Charte est **un document à valeur incitative au service de l'intérêt général**. Elle accompagne les stratégies de développement, d'évolution ou de transformation du territoire que les élus ont la responsabilité de conduire ou d'encadrer, et qui s'inscrivent en cohérence avec les cultures constructives locales et les politiques publiques d'aménagement.

Pour ce faire, la charte répond à un double objectif :

- **s'adresser aux pétitionnaires ou futurs pétitionnaires, privés ou publics**, qui envisage un projet de construction ou d'aménagement sur la commune. La charte permet de poser **les bases d'un dialogue** entre les porteurs de projets d'une part (*maîtres d'ouvrage privés et publics, particuliers, professionnels de l'aménagement et de la construction — promoteurs, bailleurs sociaux, marchands de biens, maîtres d'œuvre, architectes, contractants généraux, conducteurs de travaux, artisans*) et la commune d'autre part (*élus et techniciens en charge de l'ADS*).
La charte complète ainsi le document d'urbanisme du PLU-H métropolitain, avec des orientations opérationnelles qui restent cependant non opposables.
- **apporter une forme d'appui technique, à l'adresse des services et des élus de la collectivité**, au travers d'**un outil d'aide à l'appréciation de la qualité des demandes d'autorisations d'urbanisme** qui sont adressées à la commune. La charte permet notamment d'évaluer la pertinence des projets de transformation du bâti ou de construction, au regard d'enjeux d'intégration urbaine, paysagère et architecturale préalablement identifiés.

La charte **porte exclusivement sur les programmes d'habitat, de construction ou de réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords**. Les secteurs de zones économiques (*artisanales, industrielles, agricoles ou commerciales*) ainsi que les secteurs à vocation d'équipement public pédagogique (*écoles, collèges, lycées, universités*) ou de santé (*hôpitaux*) sont exclus du champ d'application de la future charte.

IV.2 – Contenu du document

Le document s'élabore en 2 étapes successives qui donnent lieu à deux volets distincts au sein de la Charte :

IV.2.1. Volet 1 : Un diagnostic pour comprendre le territoire

(Analyse historique et lecture sensible des tissus urbains)

- ▶ **Recueil documentaire**, analyse des études existantes sur la commune : repérage du patrimoine communal bâti et non bâti, panorama des prescriptions réglementaires (PIP, OAP, EBP, EBC... du PLU-H), prise de vues photographiques. Ce travail préalable se fait avec l'aide de la commune sur la base d'un corpus documentaire inventorié et rassemblé par les services.
- ▶ **État des lieux et analyse du territoire** sous la forme d'un **diagnostic cartographique** à l'échelle communale illustrant :
 - **les caractéristiques de la structure urbaine et des maillages viaires** : la morphologie du centre-ville, des anciens hameaux, les secteurs urbanisés plus récemment à dominante résidentielle et pavillonnaire,

ponctuellement les secteurs d'activités naturelles et agricoles.

- **les caractéristiques et valeurs paysagères du territoire** : les transitions entre le centre-ville et les différents tissus résidentiels, les grands équipements, les liens avec la Vallée du Giers, les coteaux et les plateaux (hauts de Givors, Montrond, ...)
- **les caractéristiques des ouvrages bâtis** : Identification des différents tissus urbains présents sur la commune (tissus de bourg et de hameaux, tissus à dominante d'habitat individuel, tissu d'habitat collectif, etc.) et des typologies architecturales associées (le patrimoine bâti remarquable – grandes propriétés, maisons bourgeoises - le bâti ordinaire, le patrimoine vernaculaire et les éléments patrimoniaux singuliers).

IV.2.2. Volet 2 : Des préconisations pour agir - Guide pratique de recommandations opérationnelles

► Construire, réhabiliter ou aménager sur la commune : les grands enjeux

Ce second volet s'appuie sur le premier dont il tire ses fondements pour orienter l'évolution du bâti existant et la création de bâtis neufs en zone déjà urbanisée ou sur des tenements encore vacants :

- en centre-ville et secteurs anciens (*extensions, surélévations, transformations encadrées, rapport à l'espace public*)
- en secteurs pavillonnaires et de lotissements (*divisions foncières, accès, implantations, limites et clôtures, etc*)
- en secteurs de grands ensembles - tours et barres des Trente Glorieuses (*ravalements thermiques et abords, etc*)
- en secteurs urbain renouvelé de petits collectifs des années 80-90 ou plus récents (*accès, implantations, limites et clôtures et ravalements, etc.*)
- en secteurs patrimoniaux remarquables, en lisière de zones naturelles ou agricoles - habitat diffus isolé, anciens corps de fermes ou ancienne maison rurale - ou en lien avec d'anciens grands domaines - maisons bourgeoises - (*relations au parcellaire et à la topographie, transitions paysagères, découpes encadrées, etc.*).

► Fiches typologiques : les recommandations opérationnelles

- Détermination des grandes familles typologiques : maisons de ville, immeubles de rapport, habitat faubourien, grands ensembles, résidences collectives récentes, maisons rurales de hameaux et anciens corps de ferme, pavillons et villas récentes, etc.
- Détermination des préconisations suivant le type d'action visée par le projet : Entretien/rénover, Agrandir, Construire.
 - Principes morphologiques (*implantation, volumétrie, façades, ouvertures, etc.*)
 - Qualités d'usages (*fonctionnalité et confort*)
 - Approche environnementale (*rénovations thermiques, énergies renouvelables, systèmes constructifs, évolutivités, matériaux-ressources, etc.*)
 - Traitement des abords (*clôtures, plantations, revêtements de sols, etc.*)
 - Teintes, aspects et finitions (*couleurs/matériaux*)
- Illustration par quelques projets de références qui explicitent les attendus en termes de qualité de réalisation.

IV.3 – Comité de suivi partenarial

La commune désignera également une personne référente qui sera l'interlocutrice principale du CAUE RM tout au long de la mission.

Un « comité de suivi » sera mis en place par cette dernière afin d'assurer le suivi de la mission lors des réunions d'avancement et de restitution.

Cette instance pourra associer élus et conseillers municipaux, mais également agents des services techniques, notamment ceux en charge de l'instruction (ADS), membres d'associations locales, ainsi que d'autres acteurs institutionnels, interlocuteurs de la Métropole (Service Planification) ou de l'État (UDAP69).

Le comité de suivi sera présidé par une personnalité référente (en général, il s'agit de l'adjointe ou de l'adjoint délégué à l'urbanisme)

Il s'agit de **construire une culture commune** afin de partager les valeurs architecturales, urbaines et paysagères du territoire.

Ce comité de suivi sera notamment chargé :

- **de partager avec le CAUE RM sa lecture du territoire :**
 - caractères identitaires : marqueurs du territoire (*lieux singuliers, éléments repères...*), caractères dominants (*matériaux, couleurs, formes bâties...*), traces historiques, rapports typiques du bâti à la topographie, aux espaces naturels, à la trame viaire, au parcellaire (*domanialité, implantations*), à l'espace public (*limites et clôtures*)...
 - identification de « points noirs » paysagers, de séquences spatiales remarquables, de cônes de vues...
 - identification des différentes typologies bâties (*tissu faubourien au centre, tissu de hameau, implantations récentes...*), constantes ou disparités architecturales (*formes, couleurs, matériaux*) et urbaine (*morphologies, gabarits, épannelages, silhouettes urbaines*).
- **d'identifier les points critiques récurrents et les exemples de bonnes pratiques constatées** (*photos à l'appui*) : Qu'est-ce qui est difficile à maîtriser ? Quels sont les contre-exemples et pourquoi ? A cette fin, un arpentage pourra être proposé (visite collective à pied ou à vélo).
- **de valider les attendus de la charte** : Quels sont les objectifs visés, qu'est-ce qui peut ou qui doit évoluer, dans quel sens ? Que souhaite-t-on améliorer en termes de cadre de vie architectural, urbain et paysager ? Quels sont les axes prioritaires ?
- **de relire les différentes versions de travail** qui conduiront au document final, en particulier les fiches typologiques de préconisations (*volet 2*).

Art V – Limites de la mission

La mission du CAUE RM implique un éclairage à dimension urbaine, architecturale, paysagère et environnementale, une capacité d'accompagnement dans la durée.

Elle vise l'aide à la décision pour les choix de la collectivité.

Il ne s'agit pas :

- ▶ d'une mission de mandat (*représentation du maître d'ouvrage dans toutes ses attributions*) ou de conduite d'opération (*accompagnement administratif, juridique, réglementaire, technique et financier*) au sens de la loi MOP.
- ▶ d'une étude d'expertise technique ou de maîtrise d'œuvre au sens de la loi MOP.

Elle n'inclut pas d'assistance administrative, juridique et réglementaire ni le secrétariat afférent.

Art VI – Organisation et méthodes

VI.1 - Apports de moyens du CAUE RM

La mission définie par la présente convention est confiée à **M. Romain Marchetti**, architecte chargé d'études, sous la direction de **M. Grégory Cluzel**, coordinateur de la mission de Conseil sur le territoire de la Métropole de Lyon.

La direction du CAUE RM se réserve le droit de désigner toute autre personne qualifiée de son équipe pour remplacer l'un de ces titulaires en cas d'indisponibilité, de maladie, démission, ou décès.

VI.2 - Apports de la COMMUNE

Toutes les données et documents nécessaires à la bonne conduite des missions régies par la présente convention sont fournies par la Commune au CAUE RM au démarrage de la mission.

En particulier, les données et documents suivants relatifs au diagnostic et à l'état des lieux seront remis par la commune au format papier ou informatique (.pdf, .dwg ou .dxf pour les plans ; .jpeg ou .tiff pour les images ; .doc ou .pdf pour les textes). En particulier, la commune fournira si besoin au CAUE RM les ressources suivantes :

- les attendus spécifiques de la commune s'ils existent ;
- les études urbaines, architecturales, environnementales et/ou paysagères déjà réalisées ou en cours traitant de thématiques directement concernées par la charte (sites à enjeux ou leur environnement proche) ;
- les documents - ouvrages, photographies d'archives - en sa possession éclairant l'histoire de la commune
- le rapport de présentation, le règlement et le plan de zonage du PLU-H (disponible en ligne).

La non-fourniture, la qualité médiocre ou l'absence d'un document support pour la mission pourra limiter la portée et les conclusions de la mission de conseil du CAUE RM. Dans ce cas, le CAUE RM ne pourra pas en être tenu responsable.

VI.3 – Conditions d'exécution et suites de la mission

L'ensemble de la mission s'exerce sous l'égide de la Commune qui en approuve les objectifs, doit en faciliter le bon déroulement, et assure les actions d'information correspondantes aux moments opportuns notamment vis-à-vis de son conseil municipal et de la population.

La responsabilité du CAUE RM et celle de ses architectes-conseillers ne sauraient être engagées sur la base des recommandations émises et des choix faits par les maîtres d'ouvrage, leurs architectes maîtres d'œuvre ou par la commune.

Cette mission s'inscrit dans le cadre des « Chartes de qualité du cadre de vie » du CAUE Rhône Métropole. A ce titre, elle est pour partie rattachée à sa mission d'intérêt général de sensibilisation, ce qui implique une **mise à disposition publique du résultat de ces travaux**. Par conséquent, après validation des contenus par la commune, le CAUE Rhône Métropole pourra faire état de l'existence de cette charte dans toutes ses activités d'information, de sensibilisation, de formation et de

promotion de la qualité architecturale et urbaine
(publication sur le site web du CAUE, diffusion à d'autres collectivités
le rapport d'activité annuel et lors de l'assemblée générale a

VI.4 - Missions complémentaires

VI.4.1 – Conseil à la collectivité

La réalisation par le CAUE RM de « Chartes de qualité du cadre de vie » trouve une continuité opportune dans la contractualisation de missions connexes de conseil notamment dans l'accompagnement de projets et l'appui à l'ADS, permettant une mise en application concrète dans les projets opérationnels des préconisations édictées.

Cette offre de service fait, le cas échéant, l'objet d'une convention distincte.

VI.4.2 – Information, Formation, Sensibilisation

Le CAUE RM, organisme associatif chargé de l'exécution d'une mission d'intérêt public, concourt à la réalisation ou l'accompagnement de l'objectif de la Loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

À ce titre, la commune en tant que collectivité, peut le solliciter sur tout type de missions ayant pour but de :

- développer l'information, la sensibilisation de ses agents, techniciens ou élus, de leurs publics et administrés, dans le domaine de l'architecture et du cadre de vie
- contribuer à la formation professionnelle et au perfectionnement de ses agents, techniciens ou élus qui interviennent dans le domaine de l'urbanisme et du cadre de vie.

Ces offres de service devront, le cas échéant, faire l'objet de demandes particulières.

VI.4.3 – Conseil gratuit aux particuliers

Le territoire bénéficie d'une permanence de conseil aux particuliers assurée gratuitement par **Mme Carole PETIT**, architecte-conseillère. Elle a lieu sur rendez-vous pris auprès de l'accueil du CAUE RM,

- soit au siège du CAUE Rhône Métropole, 6bis quai Saint-Vincent à **Lyon 1^{er}**, tous les 2^{èmes} vendredis matins de chaque mois,
- soit en mairie de **Vénissieux** tous les 3^{èmes} jeudis après-midi de chaque mois.

Dans le cadre de cette mission d'intérêt public de conseil aux particuliers, les services de la Commune font leur affaire d'orienter au moment opportun toute personne « qui désire construire » telle que définit dans la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 – article 7 vers ce point-conseil en architecture.

Art VII – Délais de réalisation

Le délai de réalisation de la présente convention est de 10 mois (hors mois d'août) à compter de la fin du 1^{er} trimestre 2025, sous réserve de la signature par les deux parties de la présente convention à cette date, soit une échéance de la mission début d'année 2026 (hors temps de validation politique et technique).

Si la date de signature est postérieure à celle mentionnée dans les procès-verbaux de délibérations, de négociation ou d'arbitrage, c'est la date effective de renvoi au CAUE RM et/ou la date de communication des pièces mentionnées à l'art. V.2 qui est prise en considération comme point de démarrage de la mission.

Art VIII – Contributions aux missions

VIII.1 - Évaluation du coût de la mission

Le coût global de la mission, calculé sur la base des montants engagés par le CAUE RM, est de **21.000,00 €**.

VIII.2 – Régime fiscal de la convention

Au regard de l'instruction fiscale du 12 septembre 2012, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée. Les activités initiées dans le cadre de ses missions de service public se situent hors du champ concurrentiel.

Le CAUE RM ne pouvant être assimilé à un opérateur agissant sur un marché concurrentiel, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions du code de la commande publique.

La présente convention est financée par la Taxe d'aménagement et par une contribution au fonctionnement du CAUE Rhône Métropole. En application de l'article 261 du code général des impôts, la contribution financière allouée au CAUE par souci d'équilibre budgétaire n'est pas soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Art IX – Modalités de versement de la contribution au fonctionnement du CAUE Rhône Métropole

La contribution financière de la commune au fonctionnement du CAUE RM est de 10.500,00 €.

Le versement de la contribution au CAUE Rhône Métropole est dû selon l'échéancier ci-dessous :

- engagement de la mission soit : 2 500,00 € à la signature
- 1^{ère} phase de la mission soit : 4 000,00 € à l'issue du volet 1 (Printemps Eté 2025)
- 2^{ème} phase de la mission soit : 4 000,00 € à l'issue du volet 2 (Automne Hiver 2025-2026)

* la COMMUNE est adhérente à l'association du CAUE RM pour l'année 2024.

Art X – Indisponibilité et résiliation

Si, par suite de maladie grave, indisponibilité, démission ou décès, l'architecte-conseiller désigné par le CAUE RM est dans l'impossibilité d'achever sa mission, son remplaçant est proposé par le CAUE RM à la Commune.

En cas de litige sur l'exécution du présent accord, les parties conviennent de rechercher une solution amiable avant toute démarche contentieuse.

Envoyé en préfecture le 06/12/2024

Reçu en préfecture le 06/12/2024

Publié le

ID : 069-216900910-20241205-DEL20241205_13-DE



Fait à Lyon
en deux exemplaires
le .../.../2024

Pour la commune de Givors
Monsieur Mohamed Boudjellaba, maire

Pour le CAUE Rhône Métropole
Monsieur Frédéric Pronchéry, président



Conseil
d'architecture,
d'urbanisme
et de l'environnement
Rhône Métropole

6 bis, quai Saint-Vincent
69283 Lyon cedex 01
T. 04 72 07 44 55
caue69@caue69.fr
www.caue69.fr

13.11.2024
Convention de mission
Territorialisée CQCV
Commune de
Givors



La date de publication de l'acte est celle de réception par la préfecture du Rhône

Envoyé en préfecture le 06/12/2024

Reçu en préfecture le 06/12/2024

Publié le



ID : 069-216900910-20241205-DEL20241205_13-DE